

L'hon. M. FISHER : Non, des comptes de l'année courante.

M. TAYLOR : Assurément l'honorable ministre n'a pas dû dépenser l'argent avant qu'il eût été voté.

L'hon. M. FISHER : Ces comptes étaient dus au commencement de l'exercice et sont payés avec ces crédits. Ces paiements sont devenus dus le 1er avril et il a fallu y faire face, et c'est pourquoi il ne nous est pas resté assez pour payer les employés.

M. R. L. BORDEN : Je crois que les employés du service extérieur ne sont payés qu'à la fin du mois, non au commencement.

L'hon. M. FISHER : Il s'agit ici des services extérieurs. L'administration centrale n'a rien à faire avec les services de la laiterie, du bétail, des grains de semence et de la station agronomique. Les seuls employés de mon département recevant leurs traitements sur le crédit de l'administration centrale sont ceux des services intérieurs qui sont sur la liste de l'administration centrale, et j'ai fait adopter ce crédit il y a quelque temps.

M. HENDERSON : Il semble y avoir un malentendu parmi les membres de la gauche. Quand le huitième du total de l'état budgétaire a été voté nous avons cru que cela s'appliquerait à chaque article du budget. Si nous avons voté un huitième pour les salaires, assurément le ministre ne doit pas vouloir dire qu'il a consacré ces fonds à autre chose. S'il a fait cela, et s'il a ainsi privé ses employés de leur argent, il ne peut pas nous blâmer si ses gens n'ont pas été payés.

L'hon. M. FISHER : Je ne vous blâme pas non plus.

M. HENDERSON : Le ministre nous a dit, je crois, qu'il a employé à d'autres fins l'argent qui lui avait été voté pour payer ses employés, et que c'est là pourquoi ceux-ci n'ont pas reçu leur argent.

L'hon. M. FISHER : Ce n'est pas cela du tout. J'ai reçu un huitième de ces crédits, pour les fins mentionnés dans ces crédits. Mais il n'y avait pas là que des salaires. Il me fallait aussi aviser à payer d'autres comptes. Ce huitième me donnait un mois et demi de salaires et un mois et demi de tout ce qui restait. Cela comprenait le mois d'avril et la moitié du mois de mai. Une partie des traitements du mois de mai a été payée, mais non pas tout, parce que je n'avais pas assez d'argent.

M. HENDERSON : L'honorable ministre admet qu'il avait tout l'argent nécessaire pour payer ses employés, à venir jusqu'au milieu de mai ?

L'hon. M. FISHER : Parfaitement.

M. HENDERSON : Cela a été payé ?

L'hon. M. FISHER : Oui.

M. HENDERSON : Si je comprends bien, tous les employés ont reçu leur argent à venir jusqu'au milieu de mai ?

L'hon. M. FISHER : Parfaitement, jusqu'au milieu de mai.

M. HENDERSON : Je ne crois pas que mon honorable ami ait alors tant lieu de se plaindre. Y a-t-il d'autres paiements qui sont dus ?

L'hon. M. FISHER : Oui.

M. HENDERSON : Quand l'autre paiement doit-il avoir lieu ?

L'hon. M. FISHER : Les employés des services extérieurs sont payés à la fin du mois, et au 31 mai je n'avais pas assez d'argent pour leur payer la totalité du mois de mai, parce qu'on ne m'avait accordé qu'un crédit de un mois et demi. Quand arrivera la fin de juin, et si ce crédit n'est pas voté, je ne pourrai rien leur verser, et alors il y aura un arriéré de six semaines. Il y a aussi eu outre d'autres dépenses nécessaires pour le service. Il s'est trouvé qu'en avril et au commencement de mai nous avons dû effectuer des frais assez élevés, et il a fallu y faire face avec l'argent qui avait été voté.

M. SAM. HUGHES : Le ministre nous avait donné à entendre qu'au commencement de mai il avait employé les fonds pour d'autres fins que les paiements des appointements.

L'hon. M. FISHER : Ce n'est pas ce que j'ai voulu dire.

M. HENDERSON : Si ces crédits sont votés ce soir, quand doit-on présenter un bill des subsides afin de pouvoir payer tous ces employés ?

L'hon. M. FISHER : Je ne puis pas dire.

M. HENDERSON : Nous votons de l'argent pour les salaires et pour d'autres fins, et l'on continue quand même à crier par tout le pays que nous empêchons les employés de recevoir leur argent. Cependant, le Gouvernement ne prend aucun moyen de mettre cet argent à la disposition de ceux à qui il est dû.

L'hon. M. FIELDING : Nous voulons obtenir encore un peu plus.

M. HENDERSON : Combien ?

L'hon. M. FIELDING : Autant que nous pourrions avoir.

L'hon. M. FISHER : Je ne crois pas qu'il serait sage de présenter un bill des subsides, pour payer certains services et en laisser d'autres en souffrance. Tous les services sont sur le même pied, et il faut, pour y pourvoir, un montant régulier d'argent.